



Caen, le 10 Avril 2014

LES ALEAS DU PROJET VALLS DE REDECOUPAGE REGIONAL

Le 8 Avril, Mr Valls, au cours de son discours de politique générale, dans le droit fil des annonces faites par le Président de la République le 14 Janvier (pacte de responsabilité) a exprimé son intention de revoir l'organisation territoriale française et, concernant les régions d'en réduire le nombre. Dans cette perspective le regroupement des deux régions normandes actuelles apparaîtrait comme une évidence. Pour faire aboutir cet objectif (regroupement de régions) Mr Valls a indiqué les deux voies qui s'offrent à lui. Soit les régions concernées, de leur plein gré, expriment leur volonté de se regrouper et si ce n'est pas le cas, le Gouvernement procédera par voie autoritaire (via une loi qu'il fera voter). Etant donné que ce sont les amis politiques de Mr Valls qui sont à la tête de 21 régions (sur un total de 22) et que le parti socialiste dispose de la majorité à l'Assemblée nationale, de prime abord la tâche paraît aisée. Mais ce n'est qu'une apparence car en réalité, le principal obstacle à l'aboutissement de cette réforme vient des Socialistes eux-mêmes.

Lorsqu'en Janvier dernier François Hollande avait évoqué ce sujet (regroupement de régions) il s'était heurté à l'opposition résolue d'Alain Rousset, le puissant Président de l'ARF (Association des régions de France) lui-même Président (PS) de la région Aquitaine qui s'était exprimé dans ces termes à propos du projet de réduction du nombre de régions : « C'est une vieille idée technocratique (...) Le problème ce n'est pas la taille (des régions) mais leurs compétences et leurs moyens... ». Mr Rousset parlait bien sur au nom de l'ARF et était soutenu par la totalité de ses collègues des 22 régions. Quelques jours plus tard (Ouest-France 24 Janvier 2014), Mr Auxiette Président (PS) de la Région Pays de Loire commentait ainsi le projet présidentiel (qui est celui de Mr Valls) de redécoupage régional : « le débat sur les contours de nos régions n'est absolument pas un sujet prioritaire (...) le rouvrir a été une erreur (...) les régions françaises sont au 2^{ème} rang européen par leur taille ... ». Immédiatement après le discours de Mr Valls, le Président (PS) de Picardie Claude Gewerc après s'être concerté avec plusieurs de ses collègues présidents de région, a demandé une réunion « rapide » de l'ARF et un rendez-vous avec Manuel Valls « pour savoir où il veut aller ».

Pour ceux qui n'auraient pas bien compris ses propos du mois de Janvier condamnant sans appel la réduction du nombre de régions, Mr Rousset a enfoncé le clou après le discours de Mr Valls. Dans « Le Monde » du 10 Avril,

prenant le contrepied de l'argumentation de celui-ci, il déclare : « Il n'y a pas d'économies à faire dans la fusion de régions » et s'en prend... au « millefeuille de l'appareil d'Etat dans les territoires ».

On est donc fixés : sur le plan national, le puissant lobby des Régions est totalement opposé au redécoupage territorial proposé. Concernant le cas normand, on a commencé à nous ressortir la millième édition de la pièce jouée depuis... 1972 : les Présidents de la Haute et de la Basse Normandie sont d'accord pour créer une seule Normandie... à condition que sa future capitale soit Rouen pour l'un et Caen pour l'autre, cette condition n'étant pas, bien entendu, négociable.

On le voit : la première voie envisagée par Mr Valls pour un regroupement régional et en particulier celui des deux régions normandes, sur la base du volontariat est sans issue.

Mr Valls ayant, dans son discours, envisagé ce cas de figure, prévoit donc d'imposer le regroupement de régions par la Loi, donc par un vote du Parlement. Cette solution n'a aucune chance de voir le jour. Pourquoi ? Pour de multiples raisons. La première d'entre elles est que les lobbyistes de l'ARF disposent de nombreux relais à l'Assemblée nationale et au Sénat et ils ont du temps pour les actionner d'ici 2017. Par ailleurs sur le plan politique, l'avenir de Mr Valls comme Premier Ministre est plus qu'incertain. Même si il a obtenu la confiance de l'Assemblée, il est fortement contesté dans son propre parti. Ses opposants de la frange gauche du PS ne lui feront aucun cadeau, à fortiori si la situation économique et sociale de la France continue de se dégrader. Dans ce cas la perspective d'une dissolution n'est pas à écarter. Un autre facteur d'incertitude est à prévoir : à la faveur des élections régionales de 2015, les Présidences de nombreuses régions basculeront vraisemblablement à droite et contribueront à réduire la marge de manœuvre de Mr Valls.

Pour conclure, il convient de souligner que si d'aventure Mr Valls arrivait à ses fins en réduisant le nombre de régions, qui peut dire qu'un regroupement normand en résulterait ? Le Premier Ministre a indiqué que pour un redécoupage régional il s'inspirerait du Rapport du Sénateur PS Krattinger (Octobre 2013). Celui-ci prévoit 8 à 10 régions. Pour aboutir à ce résultat, les deux régions normandes pourraient être intégrées éventuellement, ensemble ou séparément dans un ensemble régional plus vaste. Qu'auraient à gagner les habitants des deux régions normandes actuelles si le nouveau découpage aboutissait à cette configuration ?

Union pour la Région Normande
Caen - 02 33 54 52 80 - 06 32 24 41 71
www.union-region-normande.com

###